

Siège Social : Bujumbura, Boulevard de l'Unité, Q. Kavumu n° 14 (Près de la Poste de Kamenge)
B.P. 5005 Bujumbura, Tél. 79940907, 75757705, anicet_niyo@yahoo.fr, ntahomuco@yahoo.fr

Non à la dynastie Nkurunziza : Déclaration du Parti CDP



Dix ans avec deux mandats légaux, réguliers et légitimes, c'est l'âge du régime Nkurunziza. Et en temps et lieux normaux, l'échéance est plus que suffisante. Mais voilà : contre tout et tous, celui qui a déjà épuisé ses chances de diriger le Burundi s'entête à rester. En effet, à deux mois d'un processus électoral dont l'une des étapes cruciales se trouve être la présidentielle, au niveau du parti dirigeant, le débat pour la succession de Nkurunziza n'est même pas à l'ordre du jour ; ses griots crachent le feu sur tout ce qui bouge dans le sens contraire d'une dynastie Nkurunziza.

Au risque de verser dans un débat déjà hors de saison, nous ne reviendrons pas, ici, sur l'inconstitutionnalité d'un 3^{ème} mandat de Nkurunziza ; les instruments juridiques y afférents sont assez éloquentes. En tout état de cause, dix ans de règne, ça use ! Or, *uko intwaro iramba niko irambira* ; aucun régime ne se bonifie en vieillissant, alors que rien n'est plus dangereux qu'un régime usé ! Et quand le bilan de cette usure s'avère calamiteuse comme c'est le cas pour le régime Nkurunziza, l'impatience des uns et le ras-le-bol des autres précipitent même la chute du régime y compris quand il a été démocratiquement élu. Car, **le tout n'est pas d'être élu démocratiquement, encore faut-il gouverner démocratiquement.**

Voilà pourquoi en dehors même de tout juridisme, Nkurunziza doit partir au plus tard à la fin de son 2^{ème} mandat ; il est aussi fatigué que fatigant !

Ce qui est marrant, la rhétorique inflationniste sur la mandature de Nkurunziza a réussi à détourner l'opinion par rapport à ses « nobles réalisations ». En effet, pendant que la famine essore les ventres des Burundais alors que ceux qui pillent leurs dus en obtiennent même des promotions ; au moment où l'état de délabrement de l'Etat burundais commande si pas un départ immédiat de Nkurunziza au moins une conférence nationale, toute la classe politique vient de passer la dernière année du dernier mandat de Nkurunziza embarquée dans un débat sans rime ni raison. Et on en est toujours à ce tourment de l'inconnu : « partira partira pas ? »

Que nous veut-il, à la fin, ce Président qui s'accroche ? Pourquoi il n'aime pas la paix ? Tenez : depuis que sa volonté de briguer contre tout et tous le 3^{ème} mandat est devenue une réalité, toutes les voix autorisées se sont succédées pour un appel à la raison. Au niveau national, les hautes autorités morales qui ont épuisé leur salive sur cette dissuasion, on en citerait les noms à s'essouffler ! Au niveau international, c'est même l'artillerie lourde qui a dû sortir de l'arse-

nal diplomatique, puisque c'est Ban Ki-Moon en personne qui a téléphoné à Nkurunziza pour lui dire de renoncer à son forcing.

Tous ces gens le conseillent par amour pour le Burundi et pour lui en personne, et nous leur en savons gré. Mais on se pose des questions : pourquoi il n'aime pas ceux qui aiment le Burundi ? Pourquoi il hait l'amour ? Pourquoi il déteste la cohésion sociale y compris dans le noyau-même de son propre parti ? Qu'est ce qui le motive à vouloir avancer droit dans le mur ? Jusqu'où veut-il aller ? Au bout ? Mais au bout de quoi ? Dans tous les cas, les développements très récents montrent qu'il est déjà allé trop loin pour reculer : quiconque s'oppose à ses visés l'apprend à ses dépens ; se faire chasser du parti est la moindre des sanctions qu'il écope. Or, cette épuration politique ne fait qu'alimenter une guerre réelle des dignitaires par petits paysans interposés. D'où lui vient ce goût immodéré de la guerre inutile, des destructions évitables ?

Tout cela pour vous dire combien le futur proche du Burundi est sombre ; candidat ou pas candidat, Nkurunziza a déjà compromis la cohésion nationale. C'est pourquoi à l'heure qu'il est, la question n'est plus de savoir si oui ou non il briguera le 3^{ème} mandat ; il est plutôt urgent d'anticiper les scénarii. Nous entendons, en effet, certains politiciens dire : « Si Nkurunziza brigue un troisième mandat, il aura violé l'accord d'Arusha et la constitution » ! Cette phrase est trop triviale et dissimule mal un défaitisme fatal ! Nous, nous disons :

Si Nkurunziza brigue un troisième mandat, le peuple est appelé à se lever comme un seul homme pour le chasser du pouvoir toutes affaires cessantes ; tout autre scénario serait synonyme d'*ubuja* l'indignité !

Et c'est ici que nous devons faire comprendre à ses courtisans et courtiers que l'heure n'est plus au tripatouillage constitutionnel. En effet, constant qu'il est déjà dos au mur, ses griots misent sur la Cour Constitutionnelle comme dernier recours.

D'abord, nul n'est censé ignorer la loi, a fortiori le magistrat suprême. Pourquoi devoir saisir la Cour Constitutionnelle pour statuer sur un cas de droit explicite par des dispositions de loi que même un autiste peut lire, comprendre et faire comprendre ? À ce compte-là, même un criminel déjà jugé et condamné, un gamin ou une gamine de 16 ans, un étranger etc.... pourraient nourrir les velléités de briguer le fauteuil présidentiel burundais et brandir le recours à la Cour Constitutionnelle en cas de débat contraire à leurs visées *ubuesques* ! C'est trop facile ce que nous chante notamment un certain Nyamitwe, un des derniers adulateurs à rester au chevet du malade CNDD-FDD aile Nkurunziza ; la Cour Constitutionnelle et là pour les cas réellement litigieux et non pour les lubies d'un usurpateur et la gourmandise de ses thuriféraires !

Ensuite, nous la connaissons très bien cette Cour Constitutionnelle burundaise ! En tout état de cause, quand quelqu'un viole délibérément la loi et la moralité en brandissant le recours au juge comme voie de recours, on n'a pas besoin d'être éminent juriste pour comprendre qu'entre lui et ce fameux juge, il y a du non-su !

Enfin, la cour constitutionnelle est au dessus de tout sauf de l'Accord d'Arusha, de la morale nationale, de la patrie. Elle n'est pas au-dessus des Burundais ! Si d'aventure elle tente de se mêler de ce qui ne la regarde pas, elle partira avec son protégé ; qu'elle se le tienne pour dit !

Vu alors le fossé que la question du mandat inconstitutionnel est en train de creuser entre les Burundais ;

Riche de l'expérience des pays où la gourmandise vis-à-vis du pouvoir ainsi que l'entretien des milices comme dernier rempart ont abouti à ce que nous ne souhaiterions ni à notre pays ni à ses ex-dirigeants ;

Le Parti CDP

- **Conseille Nkurunziza de prendre conscience de la déchirure que son entêtement est en train de causer au tissu sociopolitique burundais et de prononcer ou bien son désistement à la candidature à sa propre succession, ou alors sa démission de la tête de l'Etat. Car, le peuple burundais ne peut plus continuer à avoir comme Président quelqu'un que même ses proches collaborateurs ont, l'un après l'autre, lâché.**
- s'inscrit en faux contre toute idée allant dans le sens de laisser Nkurunziza briguer le 3^{ème} mandat y compris si celle-ci émane de la Cour Constitutionnelle ; le temps des dynasties est révolue !
- joint sa parole à celle de l'église catholique en demandant au peuple burundais de vaincre la peur et de refuser l'indignité, « kuva i buja » comme le stipule un des principes fondamentaux du Parti CDP : ne pas oser dire non à l'usurpateur de mandats présidentiels, c'est de l'indignité !
- tient à dire merci à la communauté internationale qui, en dissuadant Nkurunziza d'un 3^{ème} mandat, est en train de faire montre d'une diplomatie préventive à la vitesse supérieure ;
- tient à louer le courage de certains poids lourds du parti au pouvoir, eux qui, au péril de leur vie, ont quand même dit niet au 3^{ème} mandat ;
- **tient à signifier à Nkurunziza que tous ceux qui le conseillent et le soutiennent à s'accrocher au pouvoir ne l'aiment pas du tout : le jour où le pire arrivera à notre pays à cause de cet accrochage et qu'il sera amené à être enfermé dans une des cellules réservées aux comportements similaires, il sera seul ;**
- demande à tous les dirigeants des partis de l'opposition de mettre de côté leurs egos au profit d'une union sacrée autour d'un seul candidat à la présidentielle, le « **candidat du changement** ». Comme cahiers des charges, le gouvernement issu de cette union aurait notamment :
 - à dissoudre la CENI. En lieu et place, on mettrait sur pied la CENAP (Commission Nationale Indépendante Permanente), laquelle serait composée de tous les partis siégeant à l'Assemblée Nationale ;
 - à « réparer », comme qui dirait, les cœurs des Burundais. Cette réparation devrait passer par une moralisation de l'espace politique au sein et entre les partis politiques, mais aussi une renaissance de la confiance entre les **trois principaux piliers du bien-être civil à savoir l'administration, la société civile, les forces de l'ordre.**

- à restituer à l'Etat et à tous les autres ayant-droits tous les biens mal acquis y compris durant le mandat de Nkurunziza, surtout les patrimoines foncier et immobilier ;
- à poursuivre l'œuvre de la réconciliation nationale par la retouche des directives de la CVR qui, notamment, devrait étendre ses investigations aux crimes commis **jusqu'à la date où elle a été mise en place** ;
- à organiser des législatives en 2018, donc de mi-mandat, afin de mettre en place une Assemblée Nationale apaisée et apaisante, digne de confiance en ceci qu'elle serait issue d'élections apaisées et dignes de confiance.

Tuv-i-Buja ; Tuje ku murongo.

Fait à Bujumbura, le 02/04/2015

Pour le Parti CDP,

Anicet Niyonkuru,

Président

